



RENOVATION ENERGETIQUE

ANOM

15/10/2025

CCTP LOT 07 : Second Oeuvre



SOMMAIRE

1. GENERALITES	4
1.1 Présentation.....	4
1.2 Classement de l'établissement	4
1.3 Travaux en site occupé	4
1.4 Objectifs environnementaux	4
1.5 REGLEMENTATION THERMIQUE RT	4
1.6 REGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE RE2020	4
1.7 LABEL ET CERTIFICATION	4
1.8 Normes et règlements applicables	5
1.9 DOCUMENTS APPLICABLES SPECIFIQUES A L'ETABLISSEMENT	5
1.10 DOCUMENTS APPLICABLES AUX TRAVAUX	5
1.11 Obligations de l'entrepreneur	6
1.12 Etendue des travaux	7
1.13 Visite préalable du site	7
1.14 Responsabilité de l'entreprise	7
1.15 Bureau de contrôle	7
1.16 Obligations lors de travaux en présence d'Amiante	8
1.17 Obligations lors de travaux en présence de Plomb	9
1.18 Autorisations administratives	10
1.19 Echantillons et références	10
1.20 Responsable de l'exécution	11
1.21 Vérification.....	11
1.22 Réception des ouvrages.....	11
1.23 Garanties particulières.....	11
1.24 Qualifications	12
1.25 Réunions de chantier	12
1.26 Documents à fournir avec la soumission.....	12
1.27 Dossier des Ouvrages Exécutés	13
1.28 Spécificités d'accès au site.....	13
1.29 Déchets de chantier	14
1.30 Coordination générale du lot plâtrerie avec les lots techniques	14
2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	15
2.1 Installations de chantier	15
2.2 Travaux sur faux-plafonds	15
2.2.1. Dépose partielle de faux plafonds en plaques de plâtre	15
2.2.2. Dépose partielle de faux plafonds en dalles	16
2.2.3. Réfection des faux-plafonds en plaques de plâtre.....	16
2.2.4. Repose des dalles de faux plafonds	17
2.2.5. Remplacement partiel des dalles de faux plafonds	17

2.3 Travaux sur habillages en plaques de plâtre	17
2.3.1. Dépose des habillages en plaques de plâtre	17
2.3.2. Réfection des habillages en plaques de plâtre.....	18
2.3.3. Fourniture et pose de trappes de visite dans les habillages en plaques de plâtre	19
2.4 Création d'une cloison grande hauteur à double parement en plaques de plâtre.....	19
2.5 Travaux sur habillages métalliques existants	20
2.5.1. Dépose soignée des habillages métalliques existants de gaines verticales.....	20
2.5.2. Repose des habillages métalliques y compris création de réservations pour trappes.....	21
2.5.3. Création de trappes de visite dans les habillages métalliques, y compris fourniture et pose de la quincaillerie	21
2.6 Travaux de peinture.....	22
2.6.1. Travaux de peinture sur plafonds en plaques de plâtre	22
2.6.2. Travaux de peinture sur cloisons et habillages en plaques de plâtre	22
2.6.3. Peinture sur plafond dans pièces humides du logement de fonction	23
2.6.4. Travaux de peinture sur murs et plafonds dans magasins archives	24
2.6.5. Travaux de peinture sur la porte du local TGBT.....	25
2.6.6. Travaux de peinture sur trappes de visite dans faux plafonds et habillages en plaques de plâtre	25
3. Cadre DPGF	27

1. GENERALITES

1.1 Présentation

Dans le cadre du projet de la rénovation des réseaux et de l'amélioration thermique des archives Nationales d'Outre-Mer ANOM d'Aix en Provence : Définition en phase PRO des prescriptions techniques du lot SECOND ŒUVRE.

1.2 Classement de l'établissement

Le bâtiment est un établissement recevant du public du 1er groupe classé en 4ème catégorie avec une activité de type S.

L'effectif maximal à prendre en compte pour l'ensemble de l'établissement est de 260 personnes (effectif public 260 personnes et effectif personnel 40 personnes).

La partie magasin et la partie bureau sont en code du travail

1.3 Travaux en site occupé

Les travaux du présent lot seront réalisés dans un établissement en fonctionnement sans la possibilité d'évacuer les zones concernées par les travaux en cas de neutralisation de zones.

Le présent lot devra s'organiser minutieusement pour :

- Préserver les collections des effets néfastes générés par ces travaux
- Intervenir dans les périodes d'absence des usagers (planification à prévoir avec phasage de neutralisation des magasins).
- Restituer les locaux dans l'état où ils étaient avant l'intervention, avant chaque remise à disposition des locaux
- Faire approuver un planning d'intervention zone par zone par le Maître d'Ouvrage, tenant compte des contraintes d'exploitation du site, et le respecter strictement

Fiche SIAF version 2021

« ASSURER LA PROTECTION DES COLLECTIONS D'ARCHIVES LORS DE TRAVAUX EN SITE OCCUPÉ »

Il est important de prendre en compte cette exigence, car nous serons intransigeants sur l'application de ce protocole.

Les travaux du présent lot seront exécutés dans le strict respect de la fiche « Assurer la protection des collections d'archives lors de travaux en site occupé » du Service interministériel des Archives de France (SIAF), version 2021. La mise en place du protocole SIAF incombe au lot 02 Ventilation, mais son respect est obligatoire pour l'ensemble des lots.

1.4 Objectifs environnementaux

1.5 REGLEMENTATION THERMIQUE RT

La réglementation thermique applicable est la RT éléments par éléments.

1.6 REGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE RE2020

Sans objet.

1.7 LABEL ET CERTIFICATION

Sans objet.

1.8 Normes et règlements applicables

Les travaux seront réalisés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux normes, règles, textes, décrets et circulaires en vigueur, supposés connus de l'entrepreneur du présent lot qui doit les respecter. La liste suivante n'est pas limitative.

1.9 DOCUMENTS APPLICABLES SPECIFIQUES A L'ETABLISSEMENT

- CCH : Code de la construction et de l'habitation
- CDT : Code du travail
- CDE : Code de l'environnement
- Arrêté du 12 juin 1995 modifié portant approbation des dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP : types S et Y)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif au Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux ERP
- Décret du 14 Novembre 1988 : protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques
- Arrêté du 4 novembre 1993 : signalisation et signaux acoustiques de sécurité et de santé dans les lieux de travail
- Décret du 31 mars 1992 : sécurité et santé dans les lieux de travail
- Arrêté du 25 octobre 2011 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public

1.10 DOCUMENTS APPLICABLES AUX TRAVAUX

Pour les travaux de plâtrerie :

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques en vigueur à la date de la signature du marché, notamment :

- **DTU :**
 - **DTU 25.1 :** Enduits intérieurs en plâtre.
 - **DTU 25.31 :** Ouvrages verticaux en carreaux de plâtre à parements lisses.
 - **DTU 25.41 :** Ouvrages en plaques de parement en plâtre (plaques à faces cartonnées).
 - **DTU 25.42 :** Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwiches, plaques de parement en plâtre isolant.
 - **DTU 25.232 :** Plafonds suspendus en plaques de plâtre à enduire.
- **Guides techniques :**
 - **Guide de l'isolation par l'intérieur des bâtiments d'habitation du point de vue des risques en cas d'incendie :** Ce guide, publié par le CSTB, définit les conditions de mise en œuvre des produits d'isolation par l'intérieur pour satisfaire aux exigences de sécurité incendie. Il remplace les fascicules 1624, 2118, 2469 et l'erratum de novembre 1992.
- **Autres documents :**
 - **Règlement sanitaire départemental des Bouches du Rhône**
 - **Loi du 11 février 2005** et ses arrêtés et décrets d'application relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées.
- **Avis du bureau de contrôle**
- **Directives** des différents documents du dossier d'appel d'offres.

Pour les travaux de peinture :

Les ouvrages du présent lot devront se conformer aux documents techniques en vigueur, notamment :

- **DTU :**
 - DTU 59.1 :** Travaux de peinture des bâtiments.
- **Normes spécifiques :**
 - **Normes NF T 36-005 :** Classification des produits de peinture.
 - **Normes NF Q 30 :** Peintures, pigments, vernis.
- **Autres documents :**
 - Règlement sanitaire départemental des Bouches du Rhône
- **Obligations générales :** L'entrepreneur devra fournir les avis techniques correspondants et se conformer au cahier des charges de mise en œuvre des fabricants.
- **Avis du bureau de contrôle**
- **Directives** des différents documents du dossier d'appel d'offres.

1.11 Obligations de l'entrepreneur

Le présent document n'est pas limitatif, en conséquence l'Entrepreneur devra prévoir dans sa soumission :

- › La valeur de tous les plans nécessaires à la réalisation des ouvrages à remettre au Maître d'œuvre avant tout début d'exécution des travaux ainsi qu'à toutes les Entreprises concernées.
- › Tous les travaux indispensables, dans l'ordre général et par analogie, étant entendu qu'il doit assurer un parfait et complet achèvement des ouvrages en ce qui concerne son lot, sans qu'il ne puisse prétendre à une majoration du prix forfaitaire pour des raisons d'omission aux plans et descriptif.

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) vient compléter le dossier de pièces graphiques dans le but de renseigner l'entrepreneur sur les modalités d'exécution techniques de ses ouvrages.

L'entrepreneur est ainsi tenu de prendre connaissance de la ou des parties qui le concerne mais aussi des descriptifs et plans de tous les autres corps d'état afin de ne rien ignorer de leurs obligations ainsi que toutes les diverses pièces administratives, rapports du contrôleur technique, et autres pièces annexées.

Toutes les dispositions précisées dans le présent document ou sur les plans et détails, que le CCTP complètent devront être respectées tant ce qui concerne le choix des matériaux que le mode de construction et les dispositions d'ensemble, et sont à considérer comme des prestations minimales.

L'entrepreneur s'engage à exécuter l'intégralité des travaux de sa profession, nécessaires au complet achèvement de la construction projetée, conformément aux règles de l'art de bâtir, aux règlements en vigueur quand bien même il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, dès lors que la fourniture et la façon sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

En conséquence, l'entrepreneur s'engage à ne pas se prévaloir d'une connaissance insuffisante du dossier, du site, du sol et du sous-sol, des ouvrages à réaliser, des moyens d'accès, etc.... pour élever une quelconque réclamation, demander un allongement du délai de réalisation ou prétendre à une quelconque majoration de prix, etc....

Toutes les incertitudes relatives aux documents du présent dossier devront être levées au stade de l'étude et aucune réclamation postérieure à la remise de la soumission, émise par suite d'une imprécision, d'une contradiction ou de toutes imperfections des dits documents, ne sera admise.

L'entrepreneur est tenu de prévoir dans ses dépenses tout ce qui doit normalement entrer dans le prix d'une construction à forfait pour les travaux de son lot.

Dans le cas où des modifications interviendraient entre la date de soumission de l'entreprise et la date de réception des travaux, il appartiendra à l'entreprise d'en proposer les incidences financières éventuelles au Maître d'Ouvrage ou à son représentant et d'en obtenir son accord avant toute intervention.

L'entrepreneur est réputé s'être assuré qu'il n'y ait, ni manque, ni double emploi dans les prestations fournies au titre de chaque chapitre du lot dont il est responsable.

1.12 Etendue des travaux

Les entrepreneurs en charge des différents lots techniques devront d'une manière générale prévoir dans leurs prestations toutes les fournitures, façons et mises en œuvre nécessaires à un parfait achèvement des ouvrages même s'il n'est pas fait mention de ces sujétions dans le présent document.

Les travaux du présent lot comprennent :

- › La fourniture et pose des ouvrages définis ci-dessous
- › Tous les essais, contrôles et redressements pour le bon fonctionnement des installations ou équipements mis en œuvre ou affectés par la mise en œuvre du présent lot
- › Le détail et quantitatif des travaux effectués
- › La fourniture des Avis Techniques des produits utilisés
- › L'établissement de demandes d'agrément des produits proposés, soumis à validation par le bureau de contrôle
- › La protection de ses ouvrages ainsi que celles des autres corps d'état
- › L'enlèvement, le triage des gravats, déchets et emballages, et la transmission des bordereaux de suivi des déchets à la Maîtrise d'œuvre

1.13 Visite préalable du site

Le Titulaire réalisera obligatoirement une visite du bâtiment et des zones en lien avec ce présent cahier des charges. Le Titulaire procédera à tous les sondages et métrés nécessaires pour l'élaboration de son offre. Les avant métrés - proposés dans le présent C.C.T.P. ne sont donnés qu'à titre indicatif.

1.14 Responsabilité de l'entreprise

Il appartient à l'Entreprise d'établir son étude de prix pour qu'elle prenne en compte les contraintes définies dans le présent CCTP, ainsi que toutes sujétions nécessaires à la bonne marche et à la sécurité de ses installations.

Avant signature du Marché, l'Entreprise adjudicataire devra prendre connaissance de la totalité du dossier tous corps d'état, effectuera toutes les vérifications nécessaires, et formulera par écrit au Maître d'œuvre les remarques éventuelles sur ce dossier.

Passée cette période de mise au point, l'adjudicataire du présent lot ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du Marché pour refuser l'exécution des travaux nécessaires au complet achèvement des installations, ou pour prétendre à des suppléments de prix par rapport au montant de son Marché.

1.15 Bureau de contrôle

Le Maître d'Ouvrage a désigné un bureau de contrôle pour ces opérations les coordonnées sont les suivantes :
QualiConsult / M. Eric CHARRIN
7 - 9 Rue Jean Mermoz - 13008 MARSEILLE
Tél : 04.95.08.11.80 - Courriel : marseille.qc@qualiconsult.fr

Le Titulaire devra donc prendre en compte, dans son offre :

- › Le temps imparti aux réunions ordinaires et extraordinaires demandées par ce dernier
- › La prise en compte de toutes les remarques faites par ces contrôleurs

1.16 Obligations lors de travaux en présence d'Amiante

Toutes les entreprises, doivent le respect de la réglementation amiante en sous-section 4 (SS4) du Code du Travail pour intervenir sur un chantier où un diagnostic amiante avant travaux a confirmé la présence de ce polluant. (En annexe 02 du CCTP : ARCHIVES NATIONALES 005AE006803-2 AMIANTE).

La réglementation amiante sous-section 4 dans le Code du Travail s'est structurée par la sortie de l'arrêté relatif au repérage amiante avant travaux (RAT), le 19 juillet 2019 du décret 2017-899 du 9 mai 2017. L'objectif est d'entraîner une prise de conscience généralisée de la nécessité de prendre en compte la prévention du risque amiante avant toute opération susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante.

RAPPEL

Dans le cadre de retrait de MPCA, l'entreprise doit obligatoirement travailler en SS3 et être titulaire des certificats de qualification répondant aux exigences de la réglementation suivante :

QUALIBAT 1552, AFAQ AFNOR ou GLOBAL CERTIFICATION) concernant les travaux de retrait de l'amiante ou d'encapsulation ;

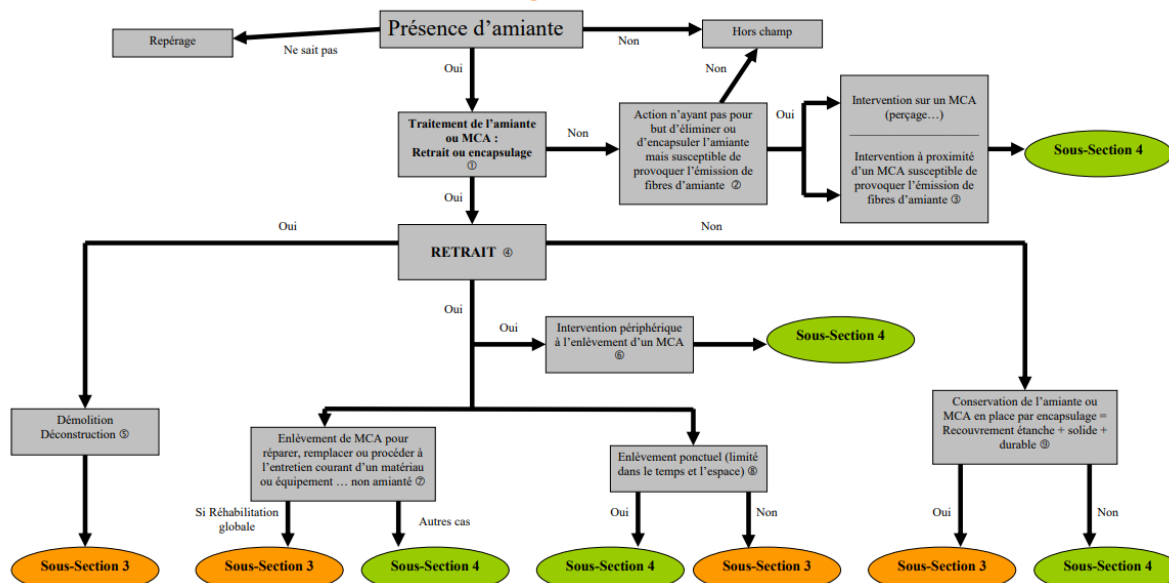
Le MO a satisfait à ses obligations en matière de réalisation et de transmission des dossiers techniques prévus aux articles R. 1334-29-4 à R. 1334-29-6 du code de la santé publique et R. 111-45 du code de la construction et de l'habitation aux documents de consultation des entreprises.

Le Titulaire se référera aux résultats du rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux fourni dans le présent dossier de consultation.

Si les prestations de l'entreprise s'effectuent en présence d'amiante, un mode opératoire sera à établir par l'entrepreneur pour toutes les interventions sur ces matériaux. Avant le démarrage des travaux, cette méthodologie devra recevoir l'approbation des organismes agréés concernés. Le Titulaire du présent lot devra justifier de la qualification du personnel et/ou du sous-traitant intervenant sur ces matériaux.

Pour distinguer quelle classe (sous-section 3/sous-section 4) est applicable aux opérations exposant à l'amiante sur des immeubles par nature ou par destination, se référer au logigramme de Direction générale du travail (DGT) ci-dessous.

Distinction sous-section 3/sous-section 4 pour les opérations exposant à l'amiante sur des immeubles par nature ou par destination*



* Hors équipements de travail, installations industrielles et ouvrages d'art métalliques (canalisations métalliques, ponts roulants, voies ferrées...) qui peuvent avoir la qualité d'immeubles par destination, mais qui nécessitent pour leur mode d'entretien une stratégie de maintenance périodique et qui relèvent de ce fait de la fiche relative aux opérations de maintenance sur les équipements industriels.
La notion, issue du code civil, d'immeubles par nature vise les ouvrages indissociables du sol et du sous-sol (immeubles bâtis, enrobés routiers...) tandis que celle d'immeubles par destination (article 524 du code civil) vise les éléments rendus solidaires ou incorporés à des immeubles par nature tels que des canalisations en amiante-ciment par exemple. Les opérations d'entretien ou de maintenance sur ces immeubles relèvent de ce logigramme.

Direction générale du travail (DGT) – Bureau des risques chimiques, physiques et biologiques (CT2) – 4 mars 2015

Dans tous les cas, l'entrepreneur devra respecter les différentes normes et réglementations correspondantes suivantes (liste non exhaustive) :

- > Code de la Santé Publique
- > Code du Travail
- > Construction et de l'habitation
- > Code de l'Environnement
- > Installations classées
- > Code des Transports
- > Règlementation Européenne
- > Normes et Circulaires diverses
- > Recommandation de la CRAM
- > Documents de référence

1.17 Obligations lors de travaux en présence de Plomb

À la suite du repérage avant travaux (RAT) plomb (En annexe 02 du CCTP : ARCHIVES NATIONALES 005AE008511 PLOMB.pdf), l'entreprise prend en compte la cartographie des supports concernés et s'interdit toute intervention dégradante sur ces zones sans mode opératoire plomb (MOP) validé par la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS, et intégré au plan de prévention. Elle met en place un confinement adapté (balisage, sas, mise en dépression si nécessaire), des procédés limitant les poussières (découpe et ponçages sous aspiration, travail à l'humide), et fournit les EPI adéquats (appareils de protection respiratoire P3, gants, lunettes, combinaisons type 5/6). Sont également assurés l'information des occupants, l'hygiène de chantier (vestiaires sale/propre, zones de repas hors zone, nettoyage des mains), la formation/sensibilisation des opérateurs et le suivi médical conformément à la réglementation. Les déchets et résidus plombés sont conditionnés, étiquetés et évacués vers une filière agréée avec bordereaux de suivi. En fin d'intervention, un nettoyage fin par aspiration à filtration HEPA est réalisé, suivi d'un contrôle visuel et, si requis par le RAT ou la MOE, de contrôles de propreté surfacique. La levée du confinement intervient après validation et remise d'un dossier de fin de travaux (MOP appliqué, plans mis à jour, photos, traçabilité des déchets, fiches de données de sécurité), avec mise à jour du DUERP. Toute adaptation du MOP liée au phasage doit être soumise pour visa avant exécution.

1.18 Autorisations administratives

Le Titulaire devra toutes les demandes administratives nécessaires à la bonne exécution de ses travaux, notamment : permission de voirie, autorisation de police pour la circulation des camions, implantation de chantier, autorisation d'échafaudage et, d'une manière générale, toutes les obligations et démarches imposées par les différentes administrations.

Dans le cadre de travaux à proximité de matériaux contenant de l'amiante (SS4) le titulaire devra la rédaction et la diffusion des Modes opératoires, auprès du MO, du MOEA, du CSPS et des organismes de contrôle (DIRECCTE, CRAMIF, OPPBTP et médecine du travail). Ces modes opératoires devront être transmis sous un délai de deux semaines après notification de l'entreprise.

Le MOE, dans un délai d'une semaine à compter de sa réception, communiquera ses observations éventuelles à l'entreprise afin qu'elle modifie son mode opératoire.

L'entreprise adressera alors son document amendé, pour avis, à son CHSCT ou représentant du personnel, et à son Médecin du Travail (transmission trimestrielle) ainsi qu'au MO, MOE, MOEA, CSPS, Laboratoire accrédité, DIRECCTE et CRAMIF concernées par les présents travaux, un mois au moins, avant le début du chantier de désamiantage.

Les modes opératoires de l'entreprise contiendront notamment les informations suivantes :

- La localisation de la zone à traiter ;
- Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés ;
- La date de commencement et la durée probable des travaux ;
- Le nombre de travailleurs impliqués ;
- Le descriptif du ou des processus mis en œuvre ;
- Le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre ;
- Les modalités des contrôles d'empoussièrement définis aux articles R. 4412-126 à R. 4412-128 ;
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets (préparation des façades) ;
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- Les procédures de gestion des déchets ;
- Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119 ;
- Les dossiers techniques prévus à l'article R. 4412-97 ;
- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39 ;
- La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation ;

L'entreprise devra démontrer, à tout moment, que son personnel présent sur le chantier a pris connaissance des modes opératoires et est informé des risques et spécificités du chantier.

1.19 Echantillons et références

Dès sa désignation, le Titulaire devra faire valider au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage les échantillons et prototypes des matériaux et matériels qu'il compte utiliser. Il devra également transmettre les fiches techniques

au bureau de contrôle pour avis. Il pourra être demandé au Titulaire de réaliser à titre gracieux tout prototype et échantillon qui deviendront par la suite propriété du maître d'ouvrage.

Les marques citées dans le présent cahier des charges sont à fournir. Si ces dernières sont citées à titre de référence, elles sont suivies de la mention « ou équivalent ».

1.20 Responsable de l'exécution

L'Entrepreneur désignera, dès la passation de Marché, une personne spécialement chargée du présent lot.

Cette personne devra avoir toutes les compétences requises pour répondre à toutes les questions concernant les installations, et ceci, pendant la durée intégrale d'étude et d'exécution des travaux.

1.21 Vérification

Le Maître d'œuvre, accompagné éventuellement du Maître d'Ouvrage, procédera avec l'entrepreneur en fin de travaux, au contrôle des matériaux mis en œuvre, au contrôle dimensionnel des points singuliers, au contrôle des fixations et scellements ainsi qu'aux essais d'étanchéité. La mise en eau des toitures-terrasses et des chéneaux est à prévoir à la demande du maître d'œuvre et/ou du bureau de contrôle.

Si les résultats des essais ne sont pas conformes aux promesses de l'installation, l'entrepreneur est tenu d'éliminer les défauts constatés.

A la fin de chaque essai. Il sera dressé un procès-verbal daté et signé par les parties.

1.22 Réception des ouvrages

Il sera procédé aux opérations préalables à la réception, durant lesquelles les réserves éventuelles seront notifiées au Titulaire. Le Titulaire sera dans l'obligation de réaliser les travaux lui incombant, qui resteront à sa charge, afin de procéder à la levée des réserves, qui sera effectuée contractuellement avec la Maitre d'œuvre.

Après réception des procès-verbaux, des plans de récolement, la transmission du dossier des ouvrages exécutés (DOE), après essais et vérification du bon fonctionnement des installations, la réception sera alors prononcée. Le résultat a été satisfaisant si l'installation est conforme au présent descriptif et que l'entreprise a bien fourni tous les éléments de l'installation, tels qu'ils ont été spécifiés au devis descriptif.

1.23 Garanties particulières

La période de garantie de parfait achèvement sera comprise pendant une durée d'une année à dater de la réception.

Pendant cette période, l'entreprise sera tenue de remplacer ou de réparer à ses frais, tous les éléments qui seraient reconnus défectueux. Elle devra également prendre à sa charge toutes les interventions des autres corps d'état nécessités par les travaux de réparations.

Cette garantie ne s'appliquera ni aux détériorations provenant d'une utilisation anormale, ni en cas de négligence, de défaut d'entretien ou de surveillance, d'utilisation irrationnelle ou défectueuse, ni aux détériorations et ce uniquement si ces frais sont causés par des tiers non mandatés par l'entreprise et dûment constatés.

Pendant la période de garantie particulière de fonctionnement, l'entrepreneur est tenu d'effectuer tous les remplacements et réparations imputables à un vice de construction ou de montage, à un défaut des matières employés ou à une faute professionnelle résultant d'opération d'entretien réalisé par l'entrepreneur ou par l'utilisateur dans les conditions précisées par l'entrepreneur dans la notice relative au fonctionnement de l'installation fournie par lui.

Tous les frais entraînés de déplacement et de transport des personnels et des matériels, ainsi que ceux résultant de la fourniture des produits nécessaires ou de l'outillage sont à sa charge. Pour chaque remplacement ou réparation, l'entrepreneur recevra un ordre de service. S'il néglige de faire les remplacements ou les réparations dans les délais prescrits, les travaux pourront être exécutés d'office par un tiers, aux frais du titulaire du marché.

Le délai de garantie particulière pourra être prolongé d'une durée au plus égale à six mois pour les organes remplacés ou réparés au frais de l'entrepreneur. Le délai de garantie particulière est indépendant des garanties propres à certains produits ou matériels définis.

1.24 Qualifications

L'entreprise adjudicataire du marché devra justifier d'une qualification professionnelle en cours de validité. Cette qualification, délivrée par l'organisme certificateur QUALIBAT, sera en correspondance avec les différentes tâches du présent lot.

L'importance et la dangerosité des travaux (SS4) à proximités de matériaux contenant de l'amiante imposent que l'entreprise mette en place les moyens nécessaires pour assurer l'encadrement, la sécurité, le suivi et la qualité du chantier.

Dans ce sens, les dispositions minimales suivantes sont à prendre par l'entreprise :

- › La nomination d'un responsable d'opération (formé SS4) qui sera le représentant unique de l'entreprise devant le MO, habilité à prendre toutes les décisions et qui participera aux différentes réunions ;
- › Un responsable de la logistique du chantier (formé SS4) et de ses approvisionnements ;
- › Un responsable des travaux ;
- › La présence permanente sur site d'un chef de chantier (formé SS4), pouvant être contacté en permanence par liaison téléphonique en temps normal et, à fortiori, en cas d'urgence ;
- › Le remplacement, en cas d'absence des personnes désignées ci-dessus, par des responsables de qualification au moins égale.

1.25 Réunions de chantier

Il sera organisé des réunions, provoquées par le Maître d'œuvre :

- › Durant la période de préparation, avant démarrage des travaux,
- › Au démarrage du chantier,
- › En cours de chantier selon besoins exprimés par une ou les parties, périodicité à définir.
- › Durant les Opérations Préalable à la Réception,
- › En fin de chantier pour réception.

1.26 Documents à fournir avec la soumission

A l'appui de sa soumission, l'entrepreneur remettra :

- › Les notices et détails d'exécution, notamment les quantitatifs ;

- › Les notes de calculs et de dimensionnement des matériels installés,
- › Le répertoire des matériaux et matériels utilisés indiquant leur provenance, leur nature, leur condition de mise en œuvre et leur emplacement ;
- › Les procès-verbaux des essais techniques ;
- › Les procès-verbaux de classement au feu et les Euro classes

Par ailleurs, il transmettra les documents suivants :

- Copie des certifications de qualification (Certificats SS4, Qualibat RGE, ...) et d'assurance en cours de validité ;
- Attestation de visite du site, le cas échéant ;

1.27 Dossier des Ouvrages Exécutés

Le titulaire du présent lot devra établir et mettre à jour et transmettre un dossier complet sous format papier et format informatique sous clé USB, au maître d'œuvre, et copie au CSPS au plus tard le jour de la réception, comprenant entre autres :

- › Les notices et détails d'exécution, notamment les quantitatifs
- › Le répertoire des matériaux utilisés indiquant leur provenance, leur nature, leur condition de mise en œuvre et leur emplacement
- › Les procès-verbaux des essais techniques
- › Les procès-verbaux de classement au feu et les Euro classes

Amiante :

Le titulaire doit la fourniture d'un Mode Opérateur conformément à la réglementation comportant tous les éléments justifiant de la bonne réalisation des travaux demandés, dont notamment :

- › Les plans de récolement indiquant clairement les zones traitées permettant la mise à jour du DTA ;
- › Les CAP et les BSDA certifiées conformes des déchets dangereux ;
- › Le tableau récapitulatif avec détail et sommes des tonnages évacués par type de déchet ;
- › Les originaux des BSDA non utilisés ;
- › L'ensemble des résultats de mesure META avec fiches de prélèvements et bordereaux d'analyses ;
- › Le tableau récapitulatif de l'ensemble des mesures META et MES réalisées, avec indication des résultats ;
- › Pour chaque zone, les éventuels dépassements de seuils (dates, type, fiche de non-conformité, fiche d'exposition accidentelle) et mesures correctives (dates, type, fiche d'action corrective) et reprises d'activité (dates) ;
- › Les éventuels procès-verbaux des états des lieux avant et après travaux ;
- › Les attestations d'assurance et de certification de l'entreprise ;
- › Les procès-verbaux des éventuelles consignations électriques réalisées ;
- › Les échanges éventuels avec les organismes de contrôles et de prévention (CRAMIF, DIRRECTE, OPPBTP, etc.).

1.28 Spécificités d'accès au site

Accès chantier – Limitation de gabarit des véhicules

Dans le cadre des présentes opérations de travaux, il est porté à la connaissance des entreprises l'information suivante, essentielle à la bonne organisation logistique du chantier.

Accès au site :

- **Le site est inaccessible aux camions et véhicules de plus de 7 mètres de longueur**, en raison de contraintes géométriques (gabarit, voirie, virages, plateforme de manœuvre réduite, etc.). **Cette**

contrainte doit être portée à la connaissance de tous les transporteurs et relève de la responsabilité de l'entreprise. Pour la première livraison, il conviendra de se rapprocher du gestionnaire du site, qui a l'expérience des manœuvres de ce type.

Cette contrainte implique :

- l'interdiction de livraison par semi-remorque,
- l'obligation d'utiliser des véhicules légers, camions-bennes compacts ou fourgons adaptés,
- un éventuel déchargement à distance, puis acheminement sur site par des moyens appropriés (chariot, transpalette, remorque courte, etc.).
- **La mise en place d'un homme trafic**

Responsabilité des entreprises :

- Chaque entreprise devra intégrer cette contrainte dans son plan d'installation de chantier et son planning logistique.
- Aucun surcoût lié à une mauvaise anticipation de cette contrainte ne pourra être retenu à l'encontre de la maîtrise d'ouvrage.
- Toute gêne ou blocage causé par un non-respect de cette contrainte sera de la seule responsabilité de l'entreprise concernée.

1.29 Déchets de chantier

Suivant la réglementation en vigueur, elle devra estimer au moment de la remise de son offre la nature et la quantité de déchets qu'elle envisage de produire au cours du chantier, les moyens qu'elle prévoit pour leur tri et leur évacuation, étant entendu que chaque entreprise est chargée du tri effectué et de l'évacuation des déchets vers les filières agréées.

Cette prestation effectuée par l'entreprise sera à sa charge exclusive.

Les déchets devront être évacués de manière quasi quotidienne. Le maître d'œuvre se réserve le droit d'exiger l'évacuation immédiate, à la charge de l'entreprise concernée, en cas de non-respect de la bonne tenue du chantier.

1.30 Coordination générale du lot plâtrerie avec les lots techniques

L'entreprise titulaire devra :

- Assurer, en amont de l'exécution de ses ouvrages, une coordination systématique avec les lots techniques concernés (plomberie, électricité, CVC, SSI, etc.).
- Prendre en compte l'implantation des réservations, trappes, grilles et percements nécessaires aux réseaux et équipements techniques.
- Prévoir tous les renforts et adaptations d'ossatures et de parements en conséquence.
- Remettre, si nécessaire, aux lots concernés et à la maîtrise d'œuvre les plans de réservations ou calepinages avant fermeture des parements.
- Considérer ces sujétions de coordination comme incluses dans son offre et sans incidence financière ultérieure.

2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

2.1 Installations de chantier

Pour mémoire l'entreprise doit se référer au lot 00 Généralités pour les prestations qui doivent être incluses dans ses prix comme :

Sécurité du chantier

Le Titulaire veillera à prendre toutes les mesures réglementaires en termes de sécurité et de protection de la santé de ses ouvriers et des tiers. Il a de plus à sa charge, tous les travaux et prestations découlant du Plan Général de Coordination (P.G.C) en matière de protection de la santé et de la sécurité.

L'Entrepreneur aura à sa charge, tous les travaux de protection collective ou individuelle pendant la durée du chantier, sa valeur est incluse dans le prix forfaitaire de son offre.

Protections et nettoyage du chantier

Mise en place de protection des parties communes, des parties privatives et des abords et repli en fin de chantier.

L'entrepreneur devra procéder à un nettoyage complet des lieux et ceci aussitôt après leur exécution. Les déchets et protections diverses provenant de ces nettoyages seront triés, recyclés, évacués par l'entrepreneur du présent lot à une décharge qui devra être trouvée par l'entrepreneur ; il en supportera tous les frais et taxes.

En cas de non-respect des précédentes préconisations, le Maître d'œuvre et/ou le Maître d'Ouvrage pourra à tout moment faire procéder par l'un des entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sorties des déchets, les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause.

Coordination avec les autres corps d'état

Le Titulaire du présent lot devra se mettre en relation avec les titulaires des autres lots pour une parfaite coordination tout au long du chantier. Il devra donc se coordonner et échanger avec ces dernières afin de réaliser convenablement ses prestations.

Sa valeur est incluse dans le prix forfaitaire de son offre.

2.2 Travaux sur faux-plafonds

2.2.1. Dépose partielle de faux plafonds en plaques de plâtre

En coordination avec les travaux de réfection des réseaux *change-over*, l'entreprise titulaire devra réaliser les prestations suivantes :

- Réalisation des tracés au plafond en concertation avec le **lot 01 - Plomberie** et la maîtrise d'œuvre.
- Découpe locale des plaques de plâtre dans les zones de faux plafonds afin de permettre l'intervention du lot plomberie.
- Découpe éventuelle des rails de la structure du faux plafond, accompagnée de renforcements ponctuels si nécessaire pour garantir la stabilité des ouvrages restants.
- Fourniture et mise en place des protections adaptées (poussières, zones sensibles).
- Nettoyage soigné et aspiration des zones de travail au fur et à mesure de l'avancement.

Localisation :

Ensemble des zones de travaux de réfection des réseaux *change-over*.

Voir plans de l'architecte

2.2.2. Dépose partielle de faux plafonds en dalles

En coordination avec les travaux d'électricité, l'entreprise titulaire devra réaliser les prestations suivantes :

- Dépose soignée et stockage des dalles de faux-plafond, y compris :
 - Protection efficace des dalles pendant la phase de stockage.
 - Phasage de l'intervention en coordination avec le lot 08 - Électricité afin de limiter les besoins de stockage temporaire.
- Dépose ponctuelle, en fonction des besoins du lot électricité, de certains éléments d'ossature métallique afin de permettre la bonne exécution des travaux :
 - Vérification systématique de la stabilité et du maintien de l'ossature restante.
- Fourniture et mise en place des protections nécessaires :
 - Protection contre les poussières.
 - Protection des zones sensibles identifiées sur site.
- Nettoyage soigné et aspiration régulière des zones de travail au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Localisation :

Ensemble des zones de travaux d'électricité où les plafonds sont en dalles.

Voir plans de l'architecte

2.2.3. Réfection des faux-plafonds en plaques de plâtre

Suite aux interventions du **lot 01 - Plomberie**, l'entreprise titulaire devra réaliser l'ensemble des travaux de réfection partielle des faux-plafonds en plaques de plâtre conformément aux prescriptions suivantes :

- Reprise et renforts des ossatures
 - Vérification systématique de l'état et de la stabilité de l'ossature métallique existante dans les zones de dépose.
 - Reprise ponctuelle ou partielle de l'ossature suspendue aux emplacements impactés par les travaux du lot 01, par remplacement ou complément des rails et montants.
 - Mise en place de renforts adaptés en cas de besoin pour garantir la rigidité et la continuité de l'ossature.
- Fourniture et pose de nouvelles plaques de plâtre de même nature et de mêmes caractéristiques que l'existant, en fonction des localisations :
 - BA13 Hydrofuge (plaques à haute résistance à l'humidité) ou équivalent, dans les locaux humides et zones spécifiées sur plans.
 - Plaques de plâtre à performances acoustiques renforcées (de type Placo® Phonique et gypton ou équivalent) dans les locaux nécessitant une isolation acoustique spécifique, conformément aux plans et à la visite de l'entreprise lors de la phase consultation.
 - BA13 Placoflam (plaques à haute résistance au feu) ou équivalent, dans les locaux recevant du public.
 - BA13 classique ou équivalent dans le reste des locaux.
- Traitement des joints et finitions
 - Réalisation des joints, calicots, bandes et enduits nécessaires pour assurer la continuité des parements.
 - La finition doit être prête à peindre de l'ensemble des surfaces réfectionnées.
- Nettoyage et protection
 - Fourniture et mise en place des protections adaptées (poussières, mobiliers, équipements en place).
 - Nettoyage et aspiration réguliers des zones de travail au fur et à mesure du chantier.

Localisation :

Ensemble des zones de travaux de réfection des réseaux *change-over*.

Voir plans de l'architecte

2.2.4. Repose des dalles de faux plafonds

En coordination avec les travaux d'électricité, l'entreprise titulaire devra réaliser les prestations suivantes :

- Repose des ossatures métalliques :
 - Repose des éléments d'ossature métallique temporairement déposés pour permettre les travaux du lot électricité.
 - Vérification systématique de la stabilité, du niveau et du maintien de l'ensemble de l'ossature après repose.
- Repose soignée des dalles de faux-plafonds initialement déposées :
 - Les dalles devront être manipulées avec précaution pour éviter toute dégradation.
 - Toute dalle détériorée ou présentant des traces (chocs, salissures, déformation, etc.) devra être remplacée à la charge de l'entreprise.
- Fourniture et mise en place des protections nécessaires :
 - Protection contre les poussières pendant toute la durée de l'intervention.
 - Protection spécifique des zones sensibles, équipements et mobiliers existants.
- Nettoyage soigné et aspiration régulière des zones de travail au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Localisation :

Ensemble des zones de travaux d'électricité où les plafonds sont en dalles.

Voir plans de l'architecte

2.2.5. Remplacement partiel des dalles de faux plafonds

Dans le cadre de la réfection des faux-plafonds suite aux interventions du **lot 01 - Plomberie**, l'entreprise devra assurer :

- Fourniture et mise en œuvre de dalles de faux-plafonds neuves de type identique à l'existant (dimensions 600 x 1200 mm, qualité et finition similaires).
- Le remplacement portera au minimum sur **10%** de la surface totale des dalles déposées afin de compenser :
 - Les dalles détériorées ou marquées lors des déposes.
 - Les dalles présentant des défauts d'aspect (chocs, salissures, déformations, usure).
- Les dalles neuves devront parfaitement s'intégrer visuellement et techniquement dans l'ensemble existant.
 - Repose soignée des dalles neuves et anciennes selon les prescriptions du paragraphe 2.2.4.
 - Aucun défaut d'aspect, de planéité ou de niveau ne sera accepté.
- Fourniture et mise en place des protections nécessaires :
 - Protection contre les poussières pendant toute la durée de l'intervention.
 - Protection spécifique des zones sensibles, équipements et mobiliers existants.
- Nettoyage soigné et aspiration régulière des zones de travail au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Localisation :

Ensemble des zones de travaux d'électricité où les plafonds sont en dalles.

Voir plans de l'architecte

2.3 Travaux sur habillages en plaques de plâtre

2.3.1. Dépose des habillages en plaques de plâtre

En coordination avec les travaux de réfection des réseaux change-over et des réseaux EP/EU/EV, l'entreprise titulaire devra assurer les prestations suivantes :

- Dépose des habillages
 - Dépose soignée des habillages verticaux en plaques de plâtre, y compris trappes d'accès et toutes sujétions associées.
 - Dépose des habillages horizontaux de type soffites ou gaines, intégrant également toutes les trappes éventuelles.
- Fourniture et mise en place des protections nécessaires :
 - Protection contre les poussières pendant toute la durée de l'intervention.
 - Protection spécifique des zones sensibles, équipements et mobiliers existants.
- Nettoyage soigné et aspiration régulière des zones de travail au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Localisation :

Ensemble des habillages des zones de travaux de réfection des réseaux change-over et des réseaux EP/EU/EV.
Voir plans de l'architecte

2.3.2. Réfection des habillages en plaques de plâtre

L'entreprise devra réaliser la réfection complète des habillages des zones déposées pour le remplacement du réseau change-over, des réseaux EP/EU/EV (cf. paragraphe 2.3.1) et de certains réseaux électriques.

- Les gaines, soffites et coffres seront réalisés en système Placostil 98/48 de Placoplatre ou techniquement équivalent, constitués de :
 - Ossature métallique : rails et montants en acier galvanisé d'épaisseur nominale 6/10^e, largeur 48 mm.
 - Parements :
 - Dans les locaux humides et zones spécifiées sur plans : plaques de plâtre à haute résistance à l'humidité (type BA13 hydrofuge ou équivalent).
 - Dans les zones ERP : plaques à haute résistance au feu (BA13 Placoflam ou équivalent, dans les locaux recevant du public réaction au feu minimale A2-s1,d0).
 - Dans les autres locaux : plaques de plâtre à haute dureté (type Placodur® ou équivalent).
- Mise en œuvre
 - Réalisation des ossatures, pose des plaques, et intégration des trappes d'accès éventuelles.
 - Fixations et renforts adaptés pour garantir la stabilité et la durabilité des habillages.
- Traitement des joints et finitions
 - Réalisation complète des joints par calicotage et enduit.
 - Ponçage soigneux et finition prête à peindre.
- Fourniture et mise en place des protections nécessaires :
 - Protection contre les poussières pendant toute la durée de l'intervention.
 - Protection spécifique des zones sensibles, équipements et mobiliers existants.
- Nettoyage soigné et aspiration régulière des zones de travail au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Localisation :

Ensemble des habillages des zones de travaux de réfection des réseaux change-over, des réseaux EP/EU/EV, ainsi que de certains soffites liés aux interventions de l'électricien.
Voir plans de l'architecte

2.3.3. Fourniture et pose de trappes de visite dans les habillages en plaques de plâtre

L'entreprise devra assurer la fourniture et la pose de trappes de visite intégrées aux habillages verticaux et horizontaux (gaine, soffite, coffre) en plaques de plâtre, en coordination avec la maîtrise d'œuvre et les lots techniques.

Prestations générales :

- Fourniture de trappes de visite métalliques adaptées aux systèmes en plaques de plâtre.
- Trappes de dimensions normalisées ou spécifiques selon les contraintes techniques, validées par la maîtrise d'œuvre.
- Trappes à finition affleurante, conçues pour être rendues invisibles après finition peinture.
- Fermeture par système de verrouillage magnétique.
- Nombre et localisation à déterminer à partir des besoins d'accessibilité définis en phase EXE.

Prescription particulière pour les zones ERP :

- Les trappes situées dans les locaux classés ERP ou soumis à des exigences de sécurité incendie devront impérativement être de type EI30.
 - Marquage et certification de conformité obligatoire selon la réglementation en vigueur.
 - Compatibilité assurée avec les parements et les exigences feu du lot plâtrerie.
 - Attestations et fiches techniques à remettre à la maîtrise d'œuvre et au bureau de contrôle.

Mise en œuvre :

- Pose dans les règles de l'art, en respectant les prescriptions du fabricant.
- Traitement des joints périphériques avec enduits appropriés.
- Finition prête à peindre sans ressaut ni désaffleurement.

Fourniture et mise en place des protections nécessaires :

- Protection contre les poussières pendant toute la durée de l'intervention.
- Protection spécifique des zones sensibles, équipements et mobiliers existants.

Nettoyage :

- Nettoyage soigné et aspiration régulière des zones de travail au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Localisation :

Ensemble des habillages des zones de travaux de réfection des réseaux change-over et des réseaux EP/EU/EV. Voir plans de l'architecte, attention les trappes ne sont pas toutes repérées mais le nombre à chiffrer et les dimensions attendues sont au DPGF.

2.4 Création d'une cloison grande hauteur à double parement en plaques de plâtre

L'entreprise titulaire devra réaliser la cloison toute hauteur du local TGBT, incluant la réservation de la porte fournie par le **macrolot Petite maçonnerie et travaux divers** et l'intégration de grilles de ventilation fournies par le **lot plomberie**, conformément aux prescriptions suivantes :

Cloison grande hauteur à double parement

- Cloison toute hauteur (du sol à la sous-face de dalle) en plaques de plâtre sur ossature métallique renforcée de type Placostil ou équivalent :
 - Montants métalliques doublés (dos à dos) et raidisseurs verticaux adaptés à la hauteur (> 3,00 m) suivant DTU 25.41.
 - Rails fixés en pied et en tête.
 - Renforts intégrés dans l'ossature aux emplacements de la porte et des grilles.
- Double parement sur chaque face :
 - 2 plaques de plâtre type BA13 haute dureté.
 - Pose alternée des plaques avec décalage des joints.

Intégration de la porte du local TGBT

- Réalisation des réservations et renforts spécifiques pour l'intégration de la porte fournie par le macrolot Petite maçonnerie et travaux divers.
- Pose soignée autour de l'huissierie avec finition continue.

Incorporation des grilles de ventilation (fournies par le lot plomberie)

- Réservations nécessaires dans les parements pour l'implantation des deux grilles de ventilation à ailettes en chicanes type VH et VB.
- Pose et fixation soignée des grilles fournies par le lot plomberie, selon les prescriptions et la localisation définies par ce dernier (attention le maître d'œuvre exige une validation du calepinage des percements avant fermeture de la cloison).
- Finitions périphériques soignées.

Traitement et finition

- Traitement complet des joints (calicot, enduit, ponçage).
- Finition Classe C prête à peindre, conforme au **DTU 59.1**.

Protections et nettoyage

- Protection adaptée des équipements, sols et ouvrages pendant toute la durée du chantier.
- Nettoyage et aspiration réguliers et en fin de travaux.

Localisation :

Cloison grande hauteur du local TGBT au sous-sol
Voir plans de l'architecte

2.5 Travaux sur habillages métalliques existants

2.5.1. Dépose soignée des habillages métalliques existants de gaines verticales

L'entreprise procédera à la dépose soignée des habillages métalliques existants entourant les gaines techniques verticales, conformément aux prescriptions suivantes :

- Dépose manuelle minutieuse, sans recours à des moyens destructifs, afin de préserver l'intégrité des structures environnantes et des équipements techniques.
- Protection des ouvrages adjacents (sols, murs, réseaux) pendant les travaux pour éviter tout risque de détérioration.
- Découpe ponctuelle des fixations si nécessaire, en limitant les dégâts sur les surfaces visibles.
- Stockage soigneux des éléments déposés en vue d'une éventuelle repose. Chaque élément devra être étiqueté de manière lisible pour permettre son identification ultérieure et sa remise en œuvre dans les règles de l'art.
- En cas d'éclats ou de décollement de peinture lors de la dépose, l'entreprise appliquera une peinture de retouche adaptée à la teinte et à la nature du support afin de garantir un rendu homogène lors de la repose.
- Hauteur moyenne des habillages à déposer : 2,20 m.

Remarques :

L'entreprise devra veiller à une manipulation précautionneuse de chaque élément pour permettre sa réutilisation sans altération esthétique ou fonctionnelle.

Localisation :

Ensemble des habillages métalliques, dans les magasins, des réseaux EP/EU/EV.
Voir plans de l'architecte

2.5.2. Repose des habillages métalliques y compris création de réservations pour trappes

L'entreprise assurera la repose des habillages métalliques précédemment déposés, dans le strict respect de leur implantation d'origine et des prescriptions de la maîtrise d'œuvre. Les prestations comprendront :

- Contrôle de l'état des éléments stockés avant leur remise en œuvre. Les éléments non conformes ou détériorés seront signalés à la maîtrise d'œuvre et, le cas échéant, remplacés à l'identique après validation.
 - Nettoyage, préparation et éventuelles retouches (notamment de peinture) pour assurer un rendu homogène.
 - Remise en place soignée des habillages métalliques, avec fixation discrète et conforme aux principes constructifs initiaux.
 - Création des réservations nécessaires à l'intégration ultérieure de trappes de visite, aux emplacements indiqués sur plans ou validés sur site.
- Les découpes devront être nettes, précises, sans bavures, et protégées contre la corrosion.

Remarques :

La continuité esthétique et la stabilité des habillages devront être rigoureusement assurées.

Localisation :

Ensemble des habillages métalliques, dans les magasins, des réseaux EP/EU/EV.

Voir plans de l'architecte

2.5.3. Création de trappes de visite dans les habillages métalliques, y compris fourniture et pose de la quincaillerie

L'entreprise réalisera la création de trappes de visite dans les habillages métalliques verticaux, conformément aux emplacements et dimensions précisés sur les plans d'exécution.

Les prestations comprendront :

- Fabrication des trappes à partir de tôles métalliques neuves, de même nature et d'épaisseur identique à celle des habillages existants, afin de garantir une intégration visuelle et mécanique homogène.
- Fourniture et pose de la quincaillerie, comprenant :
 - deux charnières verticales pour une ouverture battante classique,
 - un loquet de fermeture permettant à la fois la sécurisation de la trappe et sa manipulation aisée,
 - visserie en inox, assurant la durabilité et la résistance à la corrosion.
- Création d'un cadre de renfort périphérique pour chaque trappe, assurant la stabilité de l'habillage, la bonne tenue mécanique de l'ensemble, et l'absence de déformation.
- Thermolaquage des trappes dans une teinte identique à celle des habillages, avec finition uniforme.
- Traitement des bords (ébavurage ou protection) pour supprimer tout risque de blessure.
- Pose d'une plaque signalétique discrète, fixée sur chaque trappe, mentionnant la nature des réseaux desservis (EP, EU/EV).
- Les trappes seront positionnées de manière à offrir une vision de contrôle optimale, permettant l'inspection visuelle efficace des parties haute et basse des gaines techniques (chutes), afin de faciliter la maintenance et la détection précoce d'éventuels désordres.

Remarques :

Les trappes seront de format vertical (plus haut que large)

Les dispositifs installés devront permettre une intervention simple, rapide et sécurisée, tout en maintenant la cohérence esthétique des parements métalliques.

Localisation :

Ensemble des habillages métalliques, dans les magasins, des réseaux EP/EU/EV.

Voir plans de l'architecte

2.6 Travaux de peinture

2.6.1. Travaux de peinture sur plafonds en plaques de plâtre

Les travaux de peinture concernent l'ensemble des surfaces en plaques de plâtre neuves ou existantes, après réfection ou création (soffites, faux-plafonds).

Préparation des supports

- Vérification préalable de la qualité des supports.
- Rebouchage des éventuels trous ou défauts
- Ponçage, dépoussiérage et traitement des éventuels défauts.
- Application d'une couche d'impression ou primaire adaptée au type de plaque (BA13, BA13 Hydro, haute dureté, plaques acoustiques).
- Traitement soigné des joints, calicots et zones enduites pour obtenir un aspect parfaitement lisse.

Finition peinture

- Réalisation d'un système de peinture complet :
 - 1 couche d'impression.
 - 2 couches de finition de type acrylique velours ou satinée, suivant prescriptions architecte et usages des locaux indiquées dans le tableau ci-dessous.
 - Classement minimal D2 intérieur selon NF T 36-005.
- Uniformité parfaite des teintes et aspect sans reprise ni trace.

Classement des finitions selon DTU 59.1 (Norme NF P 74-201) :

<u>Type de local</u>	<u>Classe de finition</u>	<u>Type de peinture</u>
Locaux à usage courant (bureaux, circulations)	Finition B	Velours
Locaux à usage technique (TGBT, sanitaires)	Finition C	Satinée
Locaux à finition soignée (hall, salle de réunion, accueil, etc.)	Finition A	Velours

Spécificités ERP

- Pour les zones ERP, les peintures devront répondre aux exigences de non-propagation de la flamme (classées A2-s1,d0 suivant EN 13501-1).
- Justificatifs à fournir (Fiches techniques, PV d'essais, certificats de classement feu).

Fourniture et mise en place des protections nécessaires :

- Protection contre les projections pendant toute la durée de l'intervention.
- Protection spécifique des zones sensibles, équipements et mobiliers existants.

Nettoyage :

- Nettoyage soigné et quotidien des zones de travail au fur et à mesure de l'avancement du chantier.
- Évacuation des déchets conformément aux prescriptions du lot 00.

Localisation :

Ensemble des plafonds des zones de travaux de réfection des réseaux change-over, des réseaux EP/EU/EV, ainsi que de certains soffites liés aux interventions de l'électricien.

Voir plans de l'architecte

2.6.2. Travaux de peinture sur cloisons et habillages en plaques de plâtre

Les travaux de peinture concernent l'ensemble des surfaces en plaques de plâtre neuves ou existantes, après réfection ou création (cloisons, habillages).

Préparation des supports

- Vérification préalable de la qualité des supports.
- Rebouchage des éventuels trous ou défauts
- Ponçage, dépoussiérage et traitement des éventuels défauts.

- Application d'une couche d'impression ou primaire adaptée au type de plaque (BA13, BA13 Hydro, haute dureté).
- Traitement soigné des joints, calicots et zones enduites pour obtenir un aspect parfaitement lisse.

Finition peinture

- Réalisation d'un système de peinture complet :
 - 1 couche d'impression.
 - 2 couches de finition de type acrylique velours ou satinée, suivant prescriptions architecte et usages des locaux indiqués dans le tableau ci-dessous.
 - Classement minimal D2 intérieur selon NF T 36-005.
- Uniformité parfaite des teintes et aspect sans reprise ni trace.

Classement des finitions selon DTU 59.1 (Norme NF P 74-201) :

<u>Type de local</u>	<u>Classe de finition</u>	<u>Type de peinture</u>
Locaux à usage courant (bureaux, circulations)	Finition B	Velours
Locaux à usage technique (TGBT, sanitaires)	Finition C	Satinée
Locaux à finition soignée (hall, salle de réunion, accueil, etc.)	Finition A	Velours

Spécificités ERP

- Pour les zones ERP, les peintures devront répondre aux exigences de non-propagation de la flamme (classées A2-s1,d0 suivant EN 13501-1).
- Justificatifs à fournir (Fiches techniques, PV d'essais, certificats de classement feu).

Fourniture et mise en place des protections nécessaires :

- Protection contre les projections pendant toute la durée de l'intervention.
- Protection spécifique des zones sensibles, équipements et mobiliers existants.

Nettoyage :

- Nettoyage soigné et quotidien des zones de travail au fur et à mesure de l'avancement du chantier.
- Évacuation des déchets conformément aux prescriptions du lot 00.

Localisation :

Ensemble des habillages des zones de travaux de réfection des réseaux change-over et de la cloison du local TGBT.

Voir plans de l'architecte

2.6.3. Peinture sur plafond dans pièces humides du logement de fonction

L'entreprise réalisera les travaux de peinture dans les pièces humides du logement de fonction (salles d'eau, salles de bain, WC, cuisine, local ballon d'eau chaude), comprenant les plafonds et une retombée murale de 32 cm au-dessus de la faïence (faïence posée jusqu'à 2,20 m).

Étendue des travaux :

- Supports concernés :
 - plafonds en plaques de plâtre ou enduits,
 - murs périphériques sur 32 cm de hauteur au-dessus de la faïence.

Préparation des supports :

- Vérification de la qualité des supports, rebouchage des défauts, ponçage et dépoussiérage.
- Nettoyage complet et séchage des surfaces.
- Application d'un primaire d'accrochage adapté aux milieux humides.

Système de finition peinture :

- Mise en œuvre d'une peinture acrylique satinée blanche à propriétés fongicides, résistante à l'humidité, à la condensation et au nettoyage.
- Application du système suivant :
 - 1 couche d'impression,
 - 2 couches de finition.
- Teinte : blanc uniforme, sans reprise ni trace visible.

Classement des finitions selon DTU 59.1 (NF P 74-201) :

Type de pièce	Classe de finition	Type de peinture
WC, salles d'eau, salles de bain	Finition C	Acrylique satinée fongicide
Cuisine, local ballon d'eau chaude	Finition B	Acrylique satinée fongicide

Exigences techniques :

- Classement D2 intérieur selon NF T 36-005.
- Peinture fongicide certifiée, avec fiche technique obligatoire à fournir avant exécution.
- Mise en œuvre conforme au DTU 59.1 et aux prescriptions des fabricants.

Protections et nettoyage :

- Mise en place de protections renforcées (faïence, mobilier, sanitaires, sols).
- Nettoyage régulier des zones de travail et remise en état complète en fin d'intervention.

Remarques :

- Les travaux seront réalisés par phasage successif, pièce par pièce, selon une planification coordonnée avec les lots techniques, afin de permettre le maintien partiel ou total de l'usage du logement pendant les travaux. L'entreprise devra s'organiser pour garantir l'autonomie fonctionnelle du logement à chaque étape. Aucun chevauchement d'intervention dans plusieurs pièces ne sera autorisé sans accord préalable de la Maîtrise d'Ouvrage.

Localisation :

Plafonds des pièces humides du logement de fonction du R+6

Voir plans de l'architecte

2.6.4. Travaux de peinture sur murs et plafonds dans magasins archives

Suite au traitement préalable des fissurations par le lot maçonnerie, à la dépose des gaines de ventilation par le lot ventilation et après l'intervention du lot Électricité pour la dépose des équipements, l'entreprise devra assurer les travaux de peinture de remise en état dans la zone magasin des archives, conformément aux prescriptions suivantes :

Préparation des supports

- Contrôle des supports après intervention du lot maçonnerie (celui-ci aura mis en œuvre un revêtement semi-épais au niveau des zones des fissures).
- Ponçage, lissage et traitement local des surfaces réparées pour assurer une parfaite continuité d'aspect avec les zones non fissurées.
- Application d'un fixateur ou primaire d'impression adapté pour homogénéiser les fonds et éviter les différences d'absorption entre zones réparées et existantes.

Système de peinture

- Application d'un système complet :
 - 1 couche d'impression.
 - 2 couches de finition acrylique velours.
 - Uniformité parfaite des teintes et des finitions.
 - Aspect final sans trace de reprise, sans fissure résiduelle apparente.

Classe de finition

- Finition de Classe B suivant DTU 59.1, correspondant à une finition soignée adaptée à un usage courant pour zone d'archives.

Protections et nettoyage

- Mise en place de toutes protections nécessaires (sols, réseaux existants, mobiliers présents).
- Nettoyage et aspiration réguliers, nettoyage final après achèvement des travaux.

Localisation :

Ensemble des zones de fissuration au niveau des plafonds des magasins et quelques fissurations sur murs
Ensemble des zones concernées par la dépose des gaines et équipements de ventilation et d'électricité dans les magasins archives

Voir plans de l'architecte et à prendre en compte lors de la visite du site.

2.6.5. Travaux de peinture sur la porte du local TGBT

L'entreprise assurera la mise en peinture et la signalétique de la porte neuve du local TGBT conformément aux prescriptions suivantes :

Préparation du support

- Nettoyage soigneux et dégraissage du support.
- Application d'un primaire d'accrochage adapté selon la nature du support (acier).
- Ponçage léger avant finition.

Système de finition

- Application d'un système complet de peinture composé de :
 - 1 couche de primaire.
 - 2 couches de peinture de finition.
 - Peinture acrylique satinée de teinte RAL 7040 (Gris Fenêtre).
 - Finition de qualité Classe B conforme au DTU 59.1.
 - Aspect final sans coulures, reprises ni défauts visibles.

Signalétique TGBT

- Fourniture et pose d'une signalétique de type :
 - plaque rigide.
 - Texte : "**TGBT**" en lettres majuscules.
 - Hauteur des lettres : minimum 50 mm.
 - Couleur : blanc contrasté pour assurer une parfaite lisibilité.
 - Au minimum une maquette numérique échelle 1 sera exigée en phase préparation
 - Positionnement : centré ou en partie haute de la porte, à valider par la maîtrise d'œuvre en phase préparation.

Nettoyage

- Protection des éléments avoisinants pendant les travaux.
- Nettoyage final de la porte et des zones environnantes.

Localisation :

Porte du local TGBT (hors présent lot)

Voir plans de l'architecte

2.6.6. Travaux de peinture sur trappes de visite dans faux plafonds et habillages en plaques de plâtre

Les travaux de peinture visent à assurer l'intégration esthétique et technique des trappes de visite dans les parements en plaques de plâtre et faux plafonds, tout en respectant les exigences réglementaires et les prescriptions de finition définies par le maître d'œuvre.

Préparation des supports

- Vérification préalable de la qualité et de la planéité des trappes et surfaces adjacentes.
- Rebouchage soigné des éventuels trous, irrégularités ou défauts d'aspect.
- Ponçage, dépoussiérage et traitement des zones endommagées ou non conformes.
- Application d'une couche d'impression ou primaire adaptée à la nature du support (BA13 standard, hydrofuge, haute dureté).
- Traitement soigneux des joints, calicots et zones enduites pour obtenir un aspect parfaitement lisse, sans surépaisseur visible.

Finition peinture

- Réalisation d'un système de peinture complet, comprenant :
 - 1 couche d'impression,
 - 2 couches de finition de type acrylique velours ou satinée, suivant les prescriptions architecturales et l'usage des locaux.
- Teinte, brillance et texture identiques à celles du parement adjacent.
- Classement minimal D2 intérieur selon la norme NF T 36-005.
- Résultat final sans trace, ni reprise, avec uniformité parfaite.

Classement des finitions selon DTU 59.1 (NF P 74-201) :

<i>Type de local</i>	<i>Classe de finition</i>	<i>Type de peinture</i>
Locaux à usage courant (bureaux, circulations)	Finition B	Velours
Locaux techniques (TGBT, sanitaires)	Finition C	Satinée
Locaux à finition soignée (hall, accueil...)	Finition A	Velours

Exigences spécifiques pour zones ERP

- Dans les zones concernées par la réglementation ERP, les peintures appliquées sur trappes et parements devront être classées A2-s1,d0 (non propagation de la flamme) selon la norme EN 13501-1.
- L'entreprise devra fournir les fiches techniques, PV d'essais ou certificats de classement feu des produits utilisés.

Protections à prévoir

- Mise en place de protections efficaces contre les projections, adaptées à la configuration du site.
- Protection spécifique des équipements, réseaux apparents, sols et mobiliers.

Nettoyage

- Nettoyage quotidien des zones de travail au fur et à mesure de l'avancement.
- Évacuation régulière des déchets, conformément aux modalités définies dans le lot 00 – Installations de chantier.

Localisation :

Trappes dans faux plafonds et habillages

Voir plans de l'architecte

3. Cadre DPGF

Les entreprises devront répondre à l'appel d'offres en suivant l'ordre établi du cadre de bordereau, même s'il est fait en application de saisie informatisée. Les rajouts des articles et sous articles seront insérés aux ouvrages correspondants.

Les quantités indiquées dans le D.P.G.F. sont données à titre indicatif, l'entrepreneur est tenu de les vérifier et ce afin de s'assurer de leur exactitude et de les rectifier si nécessaire. La Maîtrise d'œuvre ne pourra être tenue comme responsable en cas d'inexactitude de ces quantités.

Toute variante sera annexée, en complément des documents de base, et devra être présenté avec le même cadre de bordereau, en reprenant les mêmes articles.